

## Objet : Communiqué de presse

### Une émission truffée de mensonges, de fausses déclarations et d'une bonne dose de discrimination indigne d'une députée/échevine

Il y a 3 semaines dans le cadre de sa propre émission « Riicht eraus », Madame Simone Beissel, députée et échevine de la Ville de Luxembourg, s'est fait un plaisir d'« expliquer » la décision de la Ville de Luxembourg d'interdire la mendicité à différentes heures et à différents endroits au sein de la Ville de Luxembourg. Et bien que ses déclarations soient empreintes de fausseté, de racisme et d'indignité, elle n'a pas manqué d'ajouter à la fin qu'elle aurait encore beaucoup plus à dire, mais « *da géif hei d'Kamera gesprengt ginn* ». En tant que Stater Sozialisten, nous avons déjà été profondément choqués par ses propos précédents, et nous ne voulons même pas imaginer ce que Mme Beissel pourrait encore penser...

Confrontée aux premières fausses déclarations discriminatoires d'Astrid Lulling « *Well hei gëtt just nach am Land geheesch vu Léit déi keng Lëtzebuenger sinn an déi net fir Lëtzebuenger heeschen, firwat gëtt also dofir an eisem Land geheesch a firwat solle mir dat net verbidden?* » Mme Beissel a rétorqué « *Also Merci Astrid du hues schonn eng gutt Introduktioun gemaach* ».

Pour ensuite déclarer à plusieurs reprises à propos des mendiants « *ech hunn se ëmmer gefiddert* » et « *déi Romaen an Sinti'en do* » et encore que depuis que la Roumanie fait partie de l'UE, des vagues de personnes « *ont profité* » de venir mendier ici, alors qu'auparavant « *on* » n'avait rien contre les mendiants luxembourgeois, français ou belge mais seulement contre eux.

Mais laisser libre cours à son opinion n'implique pour Madame Beissel non seulement à assimiler les personnes sans-abri à du bétail qu'on nourrit, à établir des distinctions entre les « bons » mendiants luxembourgeois et les « mauvais » mendiants roumains, mais aussi à faire délibérément de fausses déclarations pour renforcer sa propre position et de présenter le conseil échevinal comme victime d'un traitement injuste.

Ainsi, Mme Beissel affirme que « les simples mendiants n'ont jamais été et ne sont pas visés dans leur esprit ou autre », alors que c'est précisément ce qui est écrit noir sur blanc dans le règlement de police de la Ville, qu'« on aurait simplement copié un à un les textes de Diekirch et d'Ettelbruck et on s'étonnait que l'ancienne ministre de l'Intérieur n'ait pas approuvé le texte de la Ville de Luxembourg, alors que les autres ont été approuvés étant donné que tout règlement de police doit être validé par le ministère. » ce, tout en sachant qu'aucune approbation par le Ministère n'était prévue au moment de l'adoption des règlements de Diekirch et d'Ettelbruck, puisque la loi n'était entrée en vigueur qu'en janvier 2023.

Enfin, il faut se demander quelles sont les conséquences de tels faux témoignages et de telles déclarations inhumaines faites en public par une personne publique.

Des regrets envers le président de son propre parti et une excuse publiée sur Facebook suffisent-ils ? Surtout dans ce contexte, car il ne s'agit en aucun cas d'une déclaration faite sous le coup de l'émotion, mais de propos tenus dans le cadre d'une émission autoproduite (c'est-à-dire libre choix des sujets, préparation, montage et publication en régie propre).

Profondément choqués par de telles déclarations, nous les Stater Sozialisten demandons si les responsables politiques sont conscients des conséquences que peut avoir cette attitude de « tous les moyens sont bons pour

défendre notre position »? Que de telles déclarations peuvent entraîner des conséquences négatives non seulement à court terme, mais surtout à long terme, car elles peuvent rendre la discrimination acceptable ? Si le collège échevinal de la Ville de Luxembourg soutient ces déclarations et finalement combien de temps cette vidéo restera-t-elle en ligne?

Comité des Stater Sozialisten